COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SOLIDAIRES groupe RATP
31 rue de la Grange-aux-Belles 75010 Paris
Tel : 06 18 86 48 79 - 01 58 39 32 07
www.solidaires-grouperatp.org

Quand la température sociale monte à la RATP : la direction casse le thermomètre !

Le 30 septembre 2019, une opération de sensibilisation aux bonnes pratiques en matière de vérification des équipements de sécurité des autobus a été organisée au centre-bus de Belliard à l'initiative des élus de la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) du CSE 2 de la RATP.

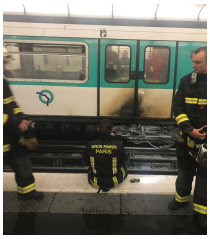
Conformément à leur mandat, ces représentants du personnel ont rappelé à la direction ainsi qu'aux machinistes-receveurs leurs responsabilités respectives en matière de sécurité. D'une part : organiser la maintenance et mettre à disposition les moyens nécessaires pour réviser et réparer le matériel roulant. D'autre part : effectuer rigoureusement le tour de sécurité au moment de la prise en main d'un bus.

Cette intervention a mis en lumière que 70 % des véhicules n'étaient pas conformes à la réglementation en matière de sécurité routière ce matin là, à Belliard.

Quelle est la réponse de la direction face à cette réalité ? **Quatre des élus présents ce jour-là sont d'ores et déjà convoqués à un entretien préalable à une sanction disciplinaire** dont deux, Olivier Terriot et Ahmed Berrahal (respectivement secrétaire du CSE 2 et secrétaire de la CSSCT) dans le cadre d'une procédure pouvant aller jusqu'à la révocation !

SOLIDAIRES RATP affirme son soutien total et inconditionnel à ces quatre élus, et demande à la direction d'abandonner immédiatement toute procédure à leur encontre.

Le syndicat **SOLIDAIRES RATP appelle** à se rendre massivement **aux rassemblements organisés le 6 novembre dès 8h30 au centre-bus d'Asnières et le 12 novembre dès 8h30 au centre-bus de Flandre.**



Rupture d'attelage, déraillement et départ de feu sur le métro, incendie sur le Roissybus, ou encore accidents de bus graves liés à l'épuisement des machinistes : depuis trop longtemps, la RATP, avec la complicité d'IDFM, joue avec la sécurité des agents et des usagers pour des raisons budgétaires.

Fait à Paris, le 31 octobre 2019